

Les premiers critères ont sûrement été utiles jusqu'à un certain point, et la mesure législative a marqué une première étape audacieuse. Grâce à l'expérience acquise, les fonctionnaires du ministère sauront établir de meilleurs critères en vue de permettre aux endroits moins bien partagés d'entrer dans le courant d'expansion générale et de faire des progrès sur le plan économique.

Une nouvelle théorie concernant les mesures d'encouragement est peut-être en voie d'être mise au point. Je concède qu'il est presque impossible de trouver les critères aptes à fournir la solution parfaite. Par contre, il me semble qu'il devrait y avoir une distinction, et j'essaierai d'explicitier ma pensée ainsi: dans la région que j'ai l'honneur de représenter, notamment dans une grande partie de la circonscription de Renfrew-Sud, il y avait autrefois une industrie prospère d'exploitation forestière. Les forêts sont maintenant disparues pour la plupart. Les gens de la région sont habiles. Ils savent se débrouiller, autrement comment auraient-ils pu survivre si longtemps? Ils ne possèdent pas les métiers très spécialisés nécessaires dans les grandes villes à l'heure actuelle, mais il n'y a pas de doute qu'ils peuvent assurer une expansion économique utile de leur région. Les industries qui se sont installées là par le passé se sont avérées les plus efficaces, les plus productives et les plus permanentes de tout le Canada. Ces gens ont prouvé qu'ils pouvaient donner un bon rendement.

Certes, le problème d'ensemble concerne de grandes régions comme les provinces Maritimes, mais la difficulté, c'est de trouver, dans une province riche comme l'Ontario, les normes qui pourront s'appliquer à ces petits îlots qui ont tant besoin d'assistance. Ce n'est pas l'aumône que je demande. Songeons aux centaines de millions de dollars que nous consacrons au réaménagement urbain en vue de remédier aux problèmes suscités par l'expansion qui s'est produite depuis des années. Les communications dans ces centres coûtent très cher—métros, routes, et en sus de tout cela, les autoroutes. Nous aurons bientôt besoin de parachutes pour survoler la grande route. Les fonds publics sont pour une large part consacrés à ces secteurs.

En ce qui concerne la région dont je parle, les ressources naturelles ont été exploitées; non pas transformées sur les lieux, mais déplacées pour usage et transformation dans les centres métropolitains. Ces gens ont été dépossédés de leurs ressources hydrauliques, de leurs avantages naturels, au profit des grandes agglomérations urbaines, et les taux des services hydro-électriques sont bien plus élevés près des sources énergétiques que dans les centres métropolitains. Ces gens ne demandent

pas d'aumône. Ils veulent la justice économique. Je reconnais que les voleurs—je parle des voleurs de ressources hydrauliques et naturelles—n'étaient pas des voleurs fédéraux mais provinciaux. Des provinces plus averties ont pris des dispositions en vue de la transformation à la source mais, dans ce cas, c'était la province qui dépossédait ces gens des ressources naturelles que leur avait données la Providence. C'est une excellente chose que le gouvernement fédéral ait jugé bon de prendre des mesures pour rendre justice à ces régions au point de vue économique et, je le répète, il se peut que, par suite de leur expérience, les fonctionnaires du ministère pourront mettre au point une formule permettant de désigner ces vastes régions qui ont évidemment besoin d'aide, et qui sera en même temps assez souple pour prévoir de l'aide pour certaines régions de la vallée de l'Outaouais et d'autres régions semblables qui n'ont peut-être pas besoin d'aide à long terme comme il en est des provinces Maritimes.

Nombre d'entre nous nous efforçons depuis bien des années d'encourager l'industrie à s'implanter dans cette région. La concurrence industrielle est très vive à l'heure actuelle. Qu'une région obtienne une industrie ou ne l'obtienne pas, c'est souvent un coup de dés. La moindre chose peut faire pencher la balance. Ces subventions seront vraisemblablement des stimulants efficaces. Et ma foi, quelle serait l'utilité des stimulants s'ils n'étaient pas efficaces? Il n'y a pas de raison d'assurer des stimulants, comme les doubles allocations d'amortissements, si l'industrie n'y voit aucun intérêt. Mais même lorsque les stimulants étaient beaucoup moins efficaces qu'ils ne le seront sans doute désormais, les régions comme celles qui me viennent à l'esprit attireraient difficilement les nouvelles industries devant concurrencer celles qui recevaient une certaine aide. Si ces industries se trouvent à l'arrière-garde parce que les autres bénéficient de subventions auxquelles elles n'ont pas droit, elles demeureront toujours des industries de seconde zone et je suis persuadé que cela ne répond pas au désir du gouvernement.

• (8.20 p.m.)

Dans la vallée de l'Ottawa et à l'extrémité occidentale de la circonscription de Renfrew-Sud dont je veux parler particulièrement, je crois qu'il existe un centre naturel d'expansion dans la ville de Renfrew, et cela dans un rayon de 30 milles d'une zone de marasme. Les industries qui s'y installeraient attireraient des personnes de la région où sévit le chômage et favoriseraient l'essor de cette ville. Trois ou quatre industries dans la région régleraient tous les problèmes. Il se peut que ces programmes puissent être